

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202741]

27 AVRIL 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, modifié par les arrêtés des 15 juillet 2010, 23 juin 2011, 31 mai 2012, 31 janvier 2013, 28 novembre 2013, 20 mars 2014, 15 mai 2014, 26 mars 2015 et 24 mars 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 avril 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 2017;

Sur la proposition du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « approbation » est remplacé par le mot « adoption »;

2^o les mots « la passation » sont remplacés par les mots « l'attribution ».

Art. 2. A l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « l'article 1^{er}, 2^o, a), de l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement du contrôle de l'engagement des dépenses dans les services d'administration générale » sont remplacés par les mots « l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que di contrôle administratif et budgétaire »;

2^o dans l'alinéa 2, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider ».

Art. 3. Dans l'article 9, 1^o, du même arrêté, les mots « comptables extraordinaires » sont remplacés par les mots « trésoriers décentralisés ».

Art. 4. Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « d'ordonnancer » sont remplacés par les mots « de liquider ».

Art. 5. A l'article 11, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2^o le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles »;

3^o les mots « et du budget de l'Office wallon des Déchets (titre V) » sont supprimés.

Art. 6. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2^o le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles »;

3^o les mots « et du budget de l'Office wallon des Déchets (titre V) » sont supprimés.

Art. 7. A l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2^o dans le paragraphe 2, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

3^o dans le paragraphe 3, les mots « et du budget de l'Office wallon des Déchets (titre V) » sont supprimés;

4^o dans le paragraphe 3, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider », le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles » et les mots « Département des Affaires générales » sont remplacés par les mots « Département de la Communication ».

Art. 8. Dans l'article 14 du même arrêté, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider ».

Art. 9. A l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2^o le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles »;

3^o les mots « et du budget de l'Office wallon des Déchets (titre V) » sont supprimés.

Art. 10. A l'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles »;

2^o les mots « et du budget de l'Office wallon des Déchets (titre V) » sont supprimés.

Art. 11. Dans le même arrêté, l'intitulé de la sous-section 2 de la section 4 du chapitre 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Dispositions relatives au choix du mode de passation, à l'adoption des documents de marché, à la sélection qualitative et à l'attribution, à la vérification des prix du marché ou à l'octroi d'une concession de travaux publics ».

Art. 12. A l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « lorsque les délégations octroyées par les dispositions du présent arrêté concernent un marché public pour lequel la Région est le pouvoir adjudicateur » sont remplacés par les mots « dans le cadre d'un marché public »;

b) au 1^o, les mots « approuver l'avis de marché, le cahier spécial des charges ainsi que les plans annexés ou les documents en tenant lieu » sont remplacés par les mots « adopter les documents du marché »;

c) au 3^o, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

d) dans l'alinéa 2, les mots « approuver le cahier spécial des charges ainsi que les plans annexés ou les documents en tenant lieu » sont remplacés par les mots « adopter les documents du marché ».

Art. 13. Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu » sont remplacés par les mots « adopter les documents du marché ».

Art. 14. Dans l'article 22 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, le secrétaire général ou le directeur général concerné a délégation pour, d'une part, les décisions relatives à la simple exécution des marchés passés par le Ministre et d'autre part, les approbations de cession de marché. ».

Art. 15. A l'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le 1^o est complété par « et devant les juridictions administratives »;
- b) au 2^o, le mot « faire » est inséré avant le mot « procéder ».

Art. 16. A l'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 1^o, le mot « lors » est abrogé;
- b) au 2^o, le mot « lors » est abrogé;
- c) il est inséré un 2^o/1 rédigé comme suit :

« 2^o/1 à concurrence de 75.000 euros, prendre toute décision de transaction ou de règlement à l'amiable et approuver toute dépense y relative »;

- d) au 3^o, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider ».

Art. 17. Dans l'article 27 du même arrêté, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider ».

Art. 18. L'article 33 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre 1^{er}, 74, classe 7, du titre II du programme 06, 12.02, 12.03, 12.05, 12.09, 12.13, 12.16 et 74.01 du programme 03, 12.02 et 12.05 du programme 04 de la division organique 10 et sur l'article de base 60.02.01 du titre IV, section 10 du budget général des dépenses de la Région et relative à la communication du Service public de Wallonie :

- secrétaire général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros. ».

Art. 19. A l'article 34 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;
- 2^o le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 20. A l'article 35 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o le mot « ordonnancer » est chaque fois remplacé par le mot « liquider »;
- 2^o le mot « allocations » est chaque fois remplacé par le mot « articles ».

Art. 21. L'article 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de la Gestion du personnel pour engager, approuver et liquider les rémunérations et allocations du personnel imputables aux articles de base 11, classe 1, du titre 1^{er}, du budget général des dépenses de la Région ainsi que pour engager, approuver et liquider les indemnités de personnel imputables aux articles de base 12, classe 1, et toute autre dépense de personnel imputable sur des articles de base du budget général des dépenses de la Région, à l'exclusion des dépenses des Cabinets ministériels. ».

Art. 22. L'article 37 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37. Délégation est accordée à tout titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12.01 et 12.03, du titre 1^{er}, et sur l'article de base 74.01, du titre II du programme 06 de la division organique 10, du budget général des dépenses de la Région et relative aux archives et à la documentation du Service public de Wallonie :

- secrétaire général : 50.000 euros;
- inspecteur général du Département de la Communication : 25.000 euros;
- directeur de la Direction de la Documentation et des Archives régionales : 12.000 euros. ».

Art. 23. A l'article 38 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;
- 2^o le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 24. A l'article 40, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2^o, les mots « du livre III » sont insérés entre les mots « chapitre IV » et les mots « de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 »;

b) dans le 5^o, les mots « article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 » sont remplacés par les mots « article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 »;

- c) il est inséré un 6^o rédigé comme suit : « 6^o à la démission volontaire ».

Art. 25. Dans l'article 48, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « du Département des Affaires générales » sont remplacés par les mots « du Département de la Gestion du personnel ».

Art. 26. Dans l'article 49/2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014, les mots « article 10, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 » sont remplacés par les mots « article 9, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 ».

Art. 27. L'article 50 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est abrogé.

Art. 28. A l'article 51 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;
- 2^o le mot « allocation » est remplacé par le mot « article ».

Art. 29. A l'article 52 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;
- 2^o le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 30. Dans l'article 53 du même arrêté, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider ».

Art. 31. Dans les articles 54, 55, 56, 57 et 58 du même arrêté, le mot « ordonnancer » est chaque fois remplacé par le mot « liquider ».

Art. 32. Dans le chapitre IV, section 2, sous-section 1^{ère}, est inséré un article 61/2 rédigé comme suit :

« Art. 61/2. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour siéger au sein des assemblées de copropriétaires ainsi que dans les conseils de copropriété avec pouvoir d'engager la Région dans la limite des actes de base et des règlements de copropriété. ».

Art. 33. Dans l'article 62 du même arrêté, les mots « comptables extraordinaires » sont chaque fois remplacés par les mots « trésoriers décentralisés ».

Art. 34. A l'article 68 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2° le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 35. Dans le même arrêté sont insérés les articles 69/3 à 69/5 rédigés comme suit :

« Art. 69/3. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour octroyer des autorisations de mise en circulation de véhicules exceptionnels visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2012 relatif à la délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel.

Art. 69/4. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour l'homologation des radars et autres instruments liés aux compétences régionales.

Cette délégation couvre l'approbation de modèle, la vérification primitive, la vérification périodique et le contrôle technique de ces instruments.

Cette délégation couvre également la délivrance d'autorisations d'emploi de systèmes de mesures non vérifiés visés par l'arrêté royal du 16 octobre 2009 relatif aux autorisations d'emploi de systèmes de mesures non vérifiés.

Art. 69/5. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour donner autorisation pour le placement et l'organisation de la signalisation des chantiers sur les autoroutes dans les limites de son ressort, en application de l'article 78.1.1 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière. ».

Art. 40. Dans l'article 70 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, le 10° est abrogé.

Art. 41. Dans le chapitre V du même arrêté, il est inséré une section 2, comportant l'article 70/1, rédigée comme suit :

« Section 2 - Dispositions particulières

Art. 70/1. Délégation est accordée au directeur général pour les décisions relatives aux dossiers techniques et aux cahiers des charges des projets visés aux paragraphes 2 à 4 de l'article L3343-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. ».

Art. 42. L'article 71 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 8, alinéa 2, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour liquider toute dépense relative à la fourniture d'électricité faisant l'objet d'un engagement provisionnel autorisé en application de l'alinéa 1^{er} de l'article 8 :

- directeur général : 250.000 euros;

- inspecteur général : 125.000 euros;

- directeur : 50.000 euros. ».

Art. 43. L'article 72 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 72. Délégation est accordée au directeur général pour :

1° en matière de transport de personnes, délivrer l'autorisation prévue aux articles 32 et 33 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires;

2° en matière de voies hydrauliques :

a) interdire la navigation sur les voies hydrauliques dans les cas justifiés par les nécessités du service;

b) interdire la circulation notamment sur les ponts, chemins de service et routes longeant les voies hydrauliques dans les cas justifiés par les nécessités du service;

c) conclure les conventions avec les provinces, les communes et d'autres établissements publics, en vue de la remise de la gestion des chemins de service ou des routes longeant les voies hydrauliques;

d) accorder, voire imposer, aux conditions qu'il fixe, lorsque les intérêts de la Région ou la sécurité de la navigation le requiert, toute dérogation à caractère exceptionnel aux règles de navigation telles que définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant règlement de la navigation sur les voies hydrauliques en Région wallonne;

e) conclure des baux à loyer des maisons éclusières, barragistes et des bâtiments de régies pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros;

f) conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros;

g) conclure les conventions avec les gestionnaires des réseaux électriques pour le raccordement des installations;

3° en matière de fourniture d'énergie : passer des marchés avec les fournisseurs intéressés pour la fourniture d'énergie électrique aux divers services du Gouvernement et aux Cabinets ministériels;

4° en matière de conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques pour statuer sur :

a) la coordination des activités des organismes;

b) les instructions aux stations de contrôle technique et aux organismes.

Art. 44. Dans le chapitre VI, section 2, du même arrêté, est inséré un article 72/2 rédigé comme suit :

« Art. 72/2. Délégation est accordée au directeur général, pour une période excédant 72 heures et au directeur de la Direction territoriale des voies hydrauliques concernée pour une durée n'excédant pas 72 heures pour :

1° accorder, aux conditions qu'il fixe, une dérogation temporaire relativement aux horaires des activités récréatives et sportives;

2° accorder, aux conditions qu'il fixe, une dérogation temporaire relative aux horaires de manœuvres des ouvrages;

3° autoriser une activité récréative à moins de 50 mètres d'un barrage ou à moins de 250 mètres d'un ouvrage de franchissement;

4° interdire la navigation sur les voies hydrauliques dans les cas justifiés par les nécessités du service;

5° interdire la circulation notamment sur les ponts, chemins de service et routes longeant la voie hydraulique dans les cas justifiés par les nécessités du service;

6° opérer des regroupements de bateaux en cas d'étiage. ».

Art. 45. L'article 73 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 73. Délégation est accordée au directeur de la Direction du Transport de personnes pour :

- 1° approuver les modifications apportées aux horaires des lignes régulières et régulières spécialisées;
- 2° approuver les autorisations délivrées par les Collèges d'exploiter des services de taxis;
- 3° délivrer les autorisations pour les services de location de véhicules avec chauffeur et de taxis collectifs;
- 4° agréer les services de transport d'intérêt général;

5° autoriser l'utilisation d'un moyen de transport individuel en faveur des élèves fréquentant l'enseignement spécialisé ou ordinaire;

6° statuer sur les demandes d'octroi du droit au transport conformément au décret du 1^{er} avril 2004 relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires;

7° délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers; délivrer les autorisations relatives aux services temporaires;

8° délivrer les autorisations relatives aux services de renforcement;

9° délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers spécialisés à l'exception des services de ramassage scolaire;

10° délivrer, suspendre ou retirer l'accès à la profession de transporteur de personnes par route;

11° mettre en œuvre les propositions émanant des commissions de services réguliers, réguliers spécialisés et des services de taxis. ».

Art. 46. Dans le chapitre VI, section 2, du même arrêté, sont insérés les articles 73/1, 73/2, 73/3 et 73/4 rédigés comme suit :

« Art. 73/1. Délégation est accordée au directeur de la Direction territoriale des voies hydrauliques concernée pour :

1° accorder à des tiers, à titre précaire, toute autorisation d'occuper, à un titre quelconque, le domaine public faisant partie des voies hydrauliques et de leurs dépendances, en application des directives fixées par le directeur général;

2° faire planter, élaguer et abattre les plantations fonctionnelles et ornementales le long des voies hydrauliques et leurs dépendances;

3° autoriser, à titre précaire, les travaux de toute nature le long des voies hydrauliques et de leurs dépendances dans les limites déterminées par les réglementations et instructions;

4° dans le cadre de contrats de concession, décider notamment de la libération de cautionnements et de la conclusion de convention de mandat hypothécaire ou d'autres actes de même portée;

5° autoriser un bateau à naviguer ou à stationner lorsqu'il risque de couler bas en raison d'un vice de construction, de vétusté, d'un défaut d'entretien, d'un excès de chargement ou d'avaries;

6° autoriser l'usage de pneus en tant que défenses amovibles.

Art. 73/2. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Gestion des voies navigables pour :

1° autoriser un bateau à naviguer lorsque ses dimensions, chargement compris, ne respectent pas les dimensions maximales autorisées des bateaux telles que reprises dans les règlements particuliers et ne permettent pas, dès lors, le passage en sécurité des ouvrages;

2° autoriser tout chargement des bateaux à moins de 0,10 mètre en retrait de son bord externe;

3° autoriser un bateau dans un ouvrage de franchissement lorsque sa longueur, gouvernail compris, est supérieure à 0,3 mètre et sa largeur supérieure à 0,20 mètre des longueurs et largeurs utiles de l'ouvrage à franchir;

4° délivrer un certificat de réussite d'examen de matelot en navigation intérieure;

5° délivrer, modifier, prolonger ou retirer l'attestation de capacité professionnelle pour exercer la profession de transporteur de marchandise par voie navigable;

6° délivrer, à titre provisoire ou définitif, les certificats A et B de conduite de bateaux de navigation intérieure destinés aux transports de marchandises et de personnes;

7° apposer sur les certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure la mention relative à l'aptitude à la conduite par radar;

8° délivrer l'autorisation de conduire un bateau de plus de 12 personnes, en dehors de l'équipage;

9° apposer sur les certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure que les conducteurs âgés de plus de 65 ans satisfont aux prescriptions médicales.

Art. 73/3. Délégation est accordée au directeur de la Direction aéroportuaire concernée pour :

1° décider, à titre temporaire, de l'ouverture et de la fermeture de l'aéroport ou de l'aérodrome;

2° établir les rapports d'accident ou d'incident aéronautique;

3° requérir la production des documents de bord des aéronefs et des véhicules circulant sur le site aéroportuaire;

4° délivrer les badges d'accès à l'exception des badges visiteurs, coordonner la vérification des antécédents des demandeurs par les autorités compétentes et contrôler l'utilisation desdits badges;

5° contrôler les licences de pilotage d'aéronefs;

6° restreindre l'utilisation des infrastructures aéroportuaires dans les cas justifiés par des nécessités de service.

En cas d'absence du directeur ou d'un agent de niveau A délégué à cet effet, les délégations sont exercées par l'inspecteur d'aéroport responsable de la sécurité aéroportuaire, qui en informe sa hiérarchie.

Art. 73/4. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Certification et de l'Homologation :

1° dans les matières relatives au permis de conduire et aux écoles de conduite de véhicules à moteur pour :

a) délivrer, suspendre ou retirer une autorisation d'enseigner ou de diriger une école de conduite de véhicules à moteur;

b) nommer les membres du jury d'examen en matière de brevets d'aptitude professionnelle du personnel dirigeant et enseignant des écoles de conduite, dont un président dudit jury;

c) accorder ou modifier un agrément d'école de conduite;

d) accorder ou modifier une autorisation d'exploiter une unité d'établissement;

e) accorder ou modifier une approbation de terrain d'entraînement;

f) agréer les locaux destinés à l'enseignement théorique et à l'administration de l'école de conduite des véhicules à moteur;

g) refuser les certificats délivrés par les organisateurs de l'activité de formation des directeurs d'école de conduite, directeurs adjoints d'école de conduite et instructeurs, titulaires d'une autorisation de diriger ou d'enseigner lorsque la formation annuelle ne comporte pas le nombre d'heures prévues ou ne porte pas sur les matières prévues;

2° dans les matières relatives aux conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules, pour statuer sur :

- a) les demandes de réception de véhicules complets, incomplets et complétés;
- b) les demandes de procès-verbal de dénomination;
- c) les demandes de réceptions de systèmes, composants et entités techniques à l'exception des casques;
- d) les demandes de validation de certificat de conformité délivré par un Etat de l'Union européenne;
- e) la délivrance de documents attestant la conformité aux prescriptions techniques;
- f) les demandes d'évaluation initiale des constructeurs et du respect des processus lors des réceptions;
- g) la modification de la portée de l'évaluation initiale d'un constructeur ou de son COP (Conformity of production);
- h) les demandes d'agrément de services techniques;
- i) les demandes d'annexes, extensions et révisions des dossiers de réception;
- j) les demandes d'attestation de refappe de numéro de châssis;
- k) les demandes de certificat de conformité, lorsque le constructeur n'existe plus;
- l) les demandes de duplicatas de documents liés à la réception des véhicules;

3° dans les matières relatives aux conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation pour :

- a) suspendre le fonctionnement d'une ligne d'inspection d'une station de contrôle suite aux constats lors d'une inspection d'un agent du Service public de Wallonie;
- b) donner des instructions en matière de formation des agents des organismes chargés du contrôle technique des véhicules;
- c) statuer sur les demandes d'informations aux organismes et sur les visites des installations des stations. ».

Art. 47. A l'article 74 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;
- 2° le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 48. A l'article 75 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;
- 2° les mots « et du budget de l'Office wallon des Déchets (titre V) » sont supprimés.

Art. 49. Dans l'article 76 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider ».

Art. 50. A l'article 77 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;
- 2° le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 51. Dans l'article 78 du même arrêté, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider ».

Art. 52. A l'article 79 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;
- 2° les mots « comptable extraordinaire » sont remplacés par les mots « trésorier décentralisé »;
- 3° le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 53. A l'article 80 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;
- 2° le mot « allocation » est remplacé par le mot « article ».

Art. 54. Dans l'article 81 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider ».

Art. 55. Dans le chapitre VII, section 1^{ère}, sous-section 4, du même arrêté, est inséré un article 81/1 rédigé comme suit :

« Art. 81/1. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider les dépenses imputables à l'article de base 12.01 du titre I^{er} du programme 03 de la division organique 15 relatives aux frais liés au placement d'animaux et les frais d'expertise visés à l'article 3 et l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros;
- agent du niveau A désigné à cet effet : 3.000 euros. ».

Art. 56. Dans le chapitre VII, section 2, sous-section 1^{ère}, du même arrêté, sont insérés les articles 82/1 et 82/2 rédigés comme suit :

« Art. 82/1. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver, liquider ou désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Fonds wallon des calamités agricoles, toutes dépenses relative aux frais d'experts imputables sur l'article de base 12.01 du titre VII - Fonds wallon des calamités naturelles - division 02 - Fonds wallon des calamités agricoles - du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros.

Art. 82/2. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade pour engager, approuver, liquider ou désengager s'il échet, toute dépense imputable sur les articles 34.01 et 43.01 du titre VII - Fonds wallon des calamités naturelles - division 02 - Fonds wallon des calamités agricoles - du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 50.000 euros;

- inspecteur général : 25.000 euros. ».

Art. 57. Dans le chapitre VII, section 2, du même arrêté, l'intitulé de la sous-section 2 est remplacé par ce qui suit :
« Sous-section 2. — Département de l'Agriculture ».

Art. 58. L'article 83 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 83. A l'exception des aides dont la gestion est attribuée à l'organisme payeur par l'article D.255 du Code wallon de l'Agriculture, délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par le Département de l'Agriculture, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie. ».

Art. 59. L'article 85 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 85. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour signer des conventions relatives à la concession temporaire de droits personnels à des personnes physiques ou morales sur des biens immobiliers appartenant à la Région et gérés par le Département de la Nature et des Forêts, pour autant que le loyer annuel ou la contrepartie financière annuelle ne dépasse pas 50.000 euros. ».

Art. 60. A l'article 87/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o les actes d'aménagement foncier, les actes d'aménagement transitoire, les actes d'aménagement amiable et les actes complémentaires et rectificatifs éventuels qui s'y rapportent, ainsi que les actes de remembrement volontaire tels que prévus par le Code wallon de l'Agriculture; »;

b) le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o les actes en vue d'acquérir ou d'aliéner des biens immobiliers dans le cadre de la politique foncière agricole prévue par le Code wallon de l'Agriculture. »;

c) le 5^o est abrogé.

Art. 61. Dans les articles 89 et 90 du même arrêté, le mot « ordonnancer » est chaque fois remplacé par le mot « liquider ».

Art. 62. A l'article 91 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « ordonnancer » est chaque fois remplacé par le mot « liquider »;

2^o dans le paragraphe 4, 1^o, le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles »;

3^o dans le paragraphe 4, 2^o, les mots « à l'exception des demandes préalables de primes visées à l'article 7 du même arrêté » sont abrogés.

Art. 63. A l'article 92 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2^o les mots « sur l'allocation de base 01.02 du titre Ier et sur les allocations » sont remplacés par les mots « aux articles de base 01.02 et 01.03 du titre Ier et sur les articles ».

Art. 64. A l'article 93 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2^o le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 65. A l'article 94, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « directeur de la Direction des Bâtiments durables »;

2^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

3^o le mot « allocation » est remplacé par le mot « article ».

Art. 66. Dans le chapitre VIII, section 2, du même arrêté, est inséré un article 94/1 rédigé comme suit :

« Art. 94/1. Délégation est accordée au directeur général pour décider sur les recours introduits en exécution de l'article 28 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable contre les décisions de recouvrement des aides aux personnes physiques et des allocations de déménagement et de loyer et des allocations d'installation. ».

Art. 67. L'article 98 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015, est complété par le paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Délégation est accordée au directeur de l'Information et du Contrôle pour décider sur les recours introduits en exécution de l'article 7bis du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable contre les mesures décidées par le bourgmestre en application de l'article 7 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable. ».

Art. 68. L'article 101 du même arrêté est abrogé.

Art. 69. Dans le chapitre VIII, section 2, du même arrêté, sont insérés les articles 101/3 et 101/4 rédigés comme suit :

« Art. 101/3. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Energie et du Bâtiment durable pour décider de l'octroi ou du refus de l'agrément instauré en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Art. 101/4. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Promotion des énergies durables pour délivrer l'attestation visée à l'article 49 de l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code d'impôts sur les revenus en vue de l'obtention d'une déduction fiscale pour investissements économiseurs d'énergie dans les entreprises. ».

Art. 70. Dans l'article 102 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2^o le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 71. Dans l'article 103 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « l'article 27, §§ 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant application du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées » sont remplacés par les mots « l'article 356, §§ 2 et 3, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé »;

2^o dans le paragraphe 2, les mots « l'article 5, § 1^{er}, 3^{ème} alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant application du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées » sont remplacés par les mots « l'article 339, § 1^{er}, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé. ».

Art. 72. L'article 104 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est abrogé.

Art. 73. L'article 105 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 105. § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur général pour accorder ou refuser :

1° les dérogations prévues à l'article 1481 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

2° les dérogations prévues à l'article 1938 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

3° les prolongations de délais prévues aux articles 1477 et 1482 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

4° les prolongations de délais prévues aux articles 1932 et 1939 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

§ 2. Délégation est accordée au directeur général pour approuver ou imputer :

1° le compte final selon les modalités prévues à l'article 1471 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

2° le compte final selon les modalités prévues à l'article 1950 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé. ».

Art. 74. Dans le chapitre IX, section 2, du même arrêté, est inséré un article 105/1 rédigé comme suit :

« Art. 105/1. Délégation est accordée au directeur général pour accorder ou refuser l'agrément provisoire de fonctionner prévu à l'article 683 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé. ».

Art. 75. Dans le chapitre IX, il est inséré une section 3 comportant les articles 105/2 et 105/3, rédigée comme suit :

« Section 3 - Dispositions particulières au Fonds wallon des calamités publiques

Art. 105/2. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver, liquider ou désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Fonds wallon des calamités publiques, toute dépense relative aux frais d'experts imputables sur l'article de base 12.01 du titre VII - Fonds wallon des calamités naturelles - division 01 - Fonds des calamités publiques - du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 50.000 euros;

- inspecteur général du Département de la Législation des Pouvoirs locaux et de la Prospective : 25.000 euros.

Art. 105/3. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver, liquider ou désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Fonds wallon des calamités publiques, toute dépense imputables sur les allocations de base 34.01 et 43.01 du titre VII - Fonds wallon des calamités naturelles - division 01 - Fonds des calamités publiques - du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 50.000 euros;

- inspecteur général du Département de la Législation des Pouvoirs locaux et de la Prospective : 25.000 euros. ».

Art. 76. Dans l'article 106 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2° le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 77. L'article 107 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 107. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur l'article de base 31.01 du titre I^{er}, programme 32 et sur l'article de base 01.01 du titre II, programme 34, de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 250.000 euros;

- inspecteur général : 25.000 euros. ».

Art. 78. L'article 108 du même arrêté est abrogé.

Art. 79. L'article 109 du même arrêté est abrogé.

Art. 80. Dans l'article 110 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2° les mots « allocation de base 51.02 » sont remplacés par les mots « article de base 31.02 ».

Art. 81. Dans l'article 111 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2° les mots « allocation de base 61.01 du titre II, programme 31 » sont remplacés par les mots « article de base 45.07 du titre II, programme 31 et à l'article de base 01.01 du titre II, programme 34 ».

Art. 82. Dans l'article 112, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « ordonnancer » est remplacé par le mot « liquider »;

2° le mot « allocations » est remplacé par le mot « articles ».

Art. 83. Dans l'article 113 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est abrogé;

b) le 4° est abrogé;

c) le 5° est abrogé.

Art. 84. Dans le chapitre X, section 2, sous-section 1^{ère}, du même arrêté, sont insérés les articles 120/1, 120/2 et 120/3 rédigés comme suit :

« Art. 120/1. Dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand et de l'enseignement et du secteur marchand, délégation est accordée au directeur général ou à l'inspecteur général qu'il désigne pour :

1° les décisions d'octroi, de refus, de renouvellement ou de refus de renouvellement de l'aide visée à l'article 8 d'un montant maximal de 5 points et les décisions de refus motivées par le non-engagement de demandeur d'emploi supplémentaire;

2° les décisions qui n'ont aucun impact budgétaire supplémentaire et qui ne modifient pas la teneur du projet;

3° les décisions modificatives visées à l'article 12;

4° les décisions de cession et de réception des communes et des C.P.A.S. entre eux de points critères objectifs;

5° les décisions des « Naissances multiples » qui ne font pas l'objet d'une dérogation.

Art. 120/2. Dans le cadre du décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises, délégation est accordée au directeur général ou à l'inspecteur général qu'il désigne pour prendre :

1° les décisions d'octroi qui ne font pas l'objet d'une demande de majoration;

2° les décisions qui n'ont aucun impact budgétaire supplémentaire et qui ne modifient pas la teneur du projet.

Art. 120/3. Dans le cadre du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2003 portant exécution de certaines dispositions du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise, délégation est accordée au directeur général pour le lancement de l'appel d'offres, le choix de l'émetteur de chèques et l'établissement d'une convention avec celui-ci. ».

Art. 85. Dans l'article 121 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et des Permis de travail » sont insérés entre les mots « Direction de l'Emploi » et les mots « ainsi qu'aux premiers attachés »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « horticoles saisonniers et du personnel infirmier détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou équivalent ou d'un titre d'infirmier breveté » sont remplacés par les mots « occupés dans le cadre de fonctions reconnues par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi comme étant en pénurie de main-d'œuvre ».

Art. 86. Dans le chapitre X, section 2, sous-section 2, du même arrêté, est inséré l'article 121/1 rédigé comme suit :

« Art. 121/1. Dans le cadre de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle, au directeur de la Direction de l'Emploi et des Permis de travail ainsi qu'aux premiers attachés et attachés pour décider ou refuser les demandes en obtention, renouvellement, prorogation, modification ou remplacement en cas de perte de la carte professionnelle. ».

Art. 87. Dans le chapitre X, section 2, sous-section 2, du même arrêté, sont insérés les articles 122/1 et 122/2 rédigés comme suit :

« Art. 122/1. Dans le cadre du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2003 portant exécution de certaines dispositions du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise, délégation est accordée au directeur général pour le lancement de l'appel d'offres, le choix de l'émetteur de chèques et l'établissement d'une convention avec celui-ci.

Art. 122/2. Dans le cadre de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, du décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et les coaches sectoriels, et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 portant exécution du décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels, délégation est accordée au directeur général, à l'inspecteur général et au directeur de la Direction des Politiques transversales Région/Communauté pour la liquidation des incitants financiers visés aux articles 3, 5 et 6, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 20 juillet 2016. ».

Art. 88. Dans le même arrêté, l'intitulé de l'annexe est remplacé par ce qui suit :

« Choix du mode de passation, adoption des documents de marché, sélection qualitative et attribution du marché. A l'exclusion des dépenses de services autres que celles relatives aux marchés, délégation est accordée pour choisir le mode de passation, pour adopter les documents du marché et engager la procédure, à tout titulaire de fonctions reprises ci-dessous jusqu'à concurrence des montants H.T.V.A. suivants : ».

Art. 89. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 avril 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,
C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202741]

27. APRIL 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, 23. Juni 2011, 31. Mai 2012, 31. Januar 2013, 28. November 2013, 20. März 2014, 15. Mai 2014, 26. März 2015 und 24. März 2016;

Aufgrund der am 21. April 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. April 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 5 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "Genehmigung" wird durch das Wort "Annahme" ersetzt;

2° 1° das Wort "Vergabe" wird durch das Wort "Zuteilung" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Artikel 1, 2°, a) des Königlichen Erlasses vom 31. Mai 1966 zur Regelung der Kontrolle des Eingehens der Zahlungsverpflichtungen in den Dienststellen allgemeiner Verwaltung des Staates" durch die Wortfolge "Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 9 Ziffer 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "außerplanmäßigen Rechnungsführer" durch den Wortlaut "dezentralen Kassenführer" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird das Wort "zur Zahlung anzuordnen" durch den Wortlaut "auszuzahlen" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 11 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikel" ersetzt;

3° die Wortfolge "und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) (Titel VI) gestrichen.

Art. 6 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikel" ersetzt;

3° die Wortfolge "und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel V) wird gestrichen.

Art. 7 - In Artikel 13 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1 wird das Wort "anzuordnen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° In Paragraph 2 wird das Wort "anzuordnen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

3° in Paragraph 3 wird die Wortfolge "und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel V) gestrichen;

4° in Paragraph 3 wird das Wort "anzuweisen" durch das Wort "auszuzahlen", das Wort "Basiszuwendungen" durch das Wort "Basisartikel" und die Wortfolge "Abteilung Allgemeine Angelegenheiten" durch die Wortfolge "Abteilung Kommunikation" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 14 desselben Erlasses wird das Wort "anzuordnen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 15 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikel" ersetzt;

3° die Wortfolge "und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel VI) wird gestrichen.

Art. 10 - In Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikel" ersetzt;

2° die Wortfolge "und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel V) wird gestrichen.

Art. 11 - In demselben Erlass wird der Titel von Kapitel 1, Abschnitt 4, Unterabschnitt 2 durch folgende Wortfolge ersetzt: "Bestimmungen über die Wahl des Vergabeverfahrens, die Annahme der Auftragsunterlagen, die qualitative Auswahl und die Zuteilung, die Überprüfung der Auftragspreise oder die Gewährung einer öffentlichen Baukonzession".

Art. 12 - In Artikel 18 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge "wenn die durch die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten einen öffentlichen Auftrag betreffen, für den die Region der öffentliche Auftraggeber ist, durch die Wortfolge "im Rahmen eines öffentlichen Auftrags" ersetzt;

b) in Ziffer 1 wird die Wortfolge "die Auftragsbekanntmachung, das Sonderlastenheft sowie die beigefügten Pläne oder die diese ersetzenden Unterlagen zu genehmigen" durch die Wortfolge "die Auftragsunterlagen anzunehmen" ersetzt;

c) in Ziffer 3 wird das Wort "anzuordnen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

d) in Absatz 2 wird die Wortfolge "das Sonderlastenheft sowie die beigefügten Pläne oder die dieses Heft ersetzenden Unterlagen zu genehmigen" durch die Wortfolge "die Auftragsunterlagen anzunehmen" ersetzt".

Art. 13 - In Absatz 19 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "das Sonderlastenheft oder die dieses Heft ersetzenden Unterlagen zu genehmigen" durch die Wortfolge "die Auftragsunterlagen anzunehmen" ersetzt".

Art. 14 - In Artikel 22 desselben Erlasses wird der Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Generalsekretär oder der betreffende Generaldirektor hat jedoch die Vollmacht, einerseits die Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung der durch den Minister abgeschlossenen Aufträge zu fassen, und andererseits die Auftragsabtretungen zu billigen."

Art. 15 - In Artikel 25 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird nach der Wortfolge "vor Gerichtshöfen und Gerichten" die Wortfolge "sowie vor Verwaltungsgerichten" eingefügt;

b) in Ziffer 2 wird in der französischen Fassung das Wort "faire" vor das Wort "procéder" eingefügt.

Art. 16 - In Artikel 26 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt "1° bis zu einem Betrag von 300.000 Euro Kapital zuzüglich Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Klageerhebung, einer Annahme oder einer Rücknahme der Gerichtsverfahren oder Klagen zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen";

b) Ziffer 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt "2° bis zu einem Betrag von 150.000 Euro Kapital zuzüglich Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Klageerhebung, einer Annahme oder einer Rücknahme der Gerichtsverfahren oder Klagen, die die öffentlichen Aufträge betreffen, zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen";

c) eine Ziffer 2/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"2°/1 bis zu einem Betrag von 75.000 Euro sämtliche Entscheidungen über einen Vergleich oder eine einvernehmliche Regelung zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen";

d) in Ziffer 3 wird das Wort "anzuweisen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 27 desselben Erlasses wird das Wort "anzuweisen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.

Art. 18 - Artikel 33 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 2011, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 33 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen, die auf die Basisartikel 12 Klasse 1 des Titels I, 74 Klasse 7 des Titels II des Programms 06, 12.02, 12.03, 12.05, 12.09, 12.13, 12.16 und 74.01 des Programms 03, 12.02 und 12.05 des Programms 04 des Organisationsbereichs 10 und auf den Basisartikel 60.02.01 des Titels IV Abschnitt 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist und die Kommunikation des Öffentlichen Dienstes der Wallonie betrifft:

- Generalsekretär: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro."

Art. 19 - In Artikel 34 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikeln" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 35 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird jeweils durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikel" ersetzt.

Art. 21 - Art. 36 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 36 - Dem Generalinspektor der Abteilung Personalverwaltung wird die Vollmacht erteilt, um die Besoldungen und Zulagen des Personals zu Lasten der Basisartikel 11 Klasse 1 des Titels I des allgemeinen Haushaltsplanes der Ausgaben der Region einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen und um die Personalvergütungen zu Lasten der Basisartikel 12 Klasse 1 und alle anderen Personalausgaben zu Lasten von Basisartikeln des allgemeinen Haushaltsplanes der Ausgaben der Region, mit Ausnahme der Ausgaben der ministeriellen Kabinette, einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen.

Art. 22 - Artikel 37 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 37 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen, die auf die Basisartikel 12.01 und 12.03 des Titels I und auf den Basisartikel 74.01 des Titels II des Programms 06 des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist und die Archive und die Dokumentation des Öffentlichen Dienstes der Wallonie betrifft:

- Generalsekretär: 50.000 Euro;
- Generalinspektor der Abteilung Kommunikation: 25.000 Euro;
- Direktor der Direktion der Dokumentation und des regionalen Archivs: 12.000 Euro."

Art. 23 - In Artikel 38 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikeln" ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 40 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 2 werden die Wörter "des Buches III" zwischen die Wörter "nach Kapitel IV" und "des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003" eingefügt;

b) in Ziffer 5 wird die Wortfolge "Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009" durch die Wortfolge "Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014" ersetzt;

c) eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "6° Freiwilliger Rücktritt".

Art. 25 - In Artikel 48 § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird die Wortfolge "der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten" durch die Wortfolge "der Abteilung Personalverwaltung" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 49/2 Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2014 wird die Wortfolge "Artikel 10, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009" durch die Wortfolge "Artikel 9 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014" ersetzt.

Art. 27 - Artikel 50 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 28 - In Artikel 51 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikel" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 52 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2006, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikeln" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 53 desselben Erlasses wird das Wort "anzuweisen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.

Art. 31 - In den Artikeln 54, 55, 56, 57 und 58 desselben Erlasses wird das Wort "anzuweisen" jeweils durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.

Art. 32 - In Kapitel IV, Abschnitt 2 Unterabschnitt 1 wird ein Artikel 61/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 61/2 - Dem Generaldirektor oder einem zu diesem Zweck von ihm benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, in den Generalversammlungen der Miteigentümer sowie in den Vorständen der Miteigentümer vertreten zu sein, wobei er das Recht hat, im Rahmen der Grundurkunden und der Regelungen über das Miteigentum Verpflichtungen für die Region einzugehen."

Art. 33 - In Artikel 62 desselben Erlasses wird die Wortfolge "außerplanmäßigen Rechnungsführer" durch die Wortfolge "dezentralen Kassenführer" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 68 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikeln" ersetzt.

Art. 35 - In denselben Erlass werden die Artikel 69/3 bis 69/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 69/3 - Dem Generaldirektor oder einem zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die Zulassungen für die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2012 über die Erteilung der Genehmigung für außergewöhnliche Transporte angeführten außergewöhnlichen Fahrzeuge zu erteilen.

Art. 69/4 - Dem Generaldirektor oder einem zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die amtliche Zulassung der Radargeräte und sonstigen Instrumente im Zusammenhang mit den regionalen Zuständigkeiten vorzunehmen.

Diese Vollmacht umfasst die Genehmigung des Modells, die Ersteichung, die Nacheichung und die technische Kontrolle dieser Instrumente.

Diese Vollmacht betrifft ebenfalls die Ausstellung von Betriebsgenehmigungen für nicht überprüfte Messsysteme gemäß des Königlichen Erlasses vom 16. Oktober 2009 über Betriebsgenehmigungen für nicht überprüfte Messsysteme. Art. 69/5 - Dem Generaldirektor oder einem zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung von Artikel 78.1.1 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die Straßenverkehrspolizei Genehmigungen in Bezug auf die Einrichtung, die Organisation und die Kennzeichnung der Baustellen auf Autobahnen zu erteilen."

Art. 40 - In Artikel 70 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013, wird Ziffer 10 außer Kraft gesetzt

Art. 41 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Abschnitt 2, der den Artikel 70/1 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 2 - Sonderbestimmungen

Art. 70/1 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um Beschlüsse zu fassen betreffend die technischen Akten und die Lastenhefte der in den Paragraphen 2 bis 4 von Artikel L3343-6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Projekte."

Art. 42 - Artikel 71 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Artikel 8 Absatz 2 wird dem Inhaber nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe betreffend die Elektrizitätsversorgung, die Gegenstand einer in Anwendung von Artikel 8 Absatz 1 genehmigten vorläufigen Mittelbindung ist, auszuzahlen:

- Generaldirektor: 250.000 Euro;

- Generalinspektor: 125.000 Euro;

- Direktor: 50.000 Euro."

Art. 43 - Artikel 72 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 72 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

1° um in Sachen Personenbeförderung die Genehmigung, die in den Artikeln 32 und 33 des Dekrets vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne vorgesehen ist, zu erteilen;

2° um in Sachen Wasserstraßen:

a) den Verkehr auf den Wasserstraßen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;

b) den Verkehr insbesondere auf den Brücken, den Dienstwegen und den Straßen entlang der Wasserstraßen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;

c) mit den Provinzen, Gemeinden und anderen öffentlichen Einrichtungen Vereinbarungen im Hinblick auf die Abtretung der Verwaltung der Dienstwege und der Straßen entlang der Wasserstraßen abzuschließen;

d) falls es sich aufgrund der Interessen der Region oder der Schifffahrtssicherheit als erforderlich erweist, unter den von ihm selbst festgelegten Bedingungen jede zeitweilige Abweichung mit Ausnahmecharakter von den Schifffahrtsvorschriften gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Regelung der Schifffahrt auf den Wasserstraßen in der Wallonischen Region zu bewilligen bzw. aufzuerlegen;

e) Mietverträge für Schleusenhäuser, die Häuser der Angestellten des Staudamms und die Gebäude der Regien abzuschließen, soweit deren Betrag 125.000 Euro nicht übersteigt;

f) die Vereinbarungen zur Regelung der Entschädigungen für Mietschäden abzuschließen, soweit ihr Betrag 125.000 Euro nicht übersteigt;

g) mit den Betreibern der Stromnetze Abkommen für den Anschluss der Einrichtungen abzuschließen;

3° um in Sachen Energielieferung: Aufträge an die betroffenen Versorger für die Lieferung der elektrischen Energie an die verschiedenen Dienststellen der Regierung und die ministeriellen Kabinette zu vergeben;

4° um im Bereich der technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge und deren Anhänger zu befinden über:

a) die Koordination der Aktivitäten der Einrichtungen;

b) die Anweisungen für die technischen Prüfstellen und die Einrichtungen.

Art. 44 - In das Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Artikel 72/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 72/2 - Dem Generaldirektor (für einen Zeitraum von mehr als 72 Stunden) und dem Direktor der betreffenden territorialen Direktion der Wasserwege (für einen Zeitraum von maximal 72 Stunden) wird die Vollmacht erteilt, um:

1° unter den von ihm festgelegten Bedingungen eine zeitweilige Abweichung von den Zeitplänen für Freizeit- und Sportaktivitäten zu gewähren;

2° unter den von ihm festgelegten Bedingungen eine zeitweilige Abweichung von den Bedienungszeiten der Bauwerke zu gewähren;

3° eine Freizeitaktivität in einer Entfernung von weniger als 50 Metern von einem Staudamm oder von weniger als 250 Metern von einem Durchfahrtsbauwerk zu erlauben;

4° den Verkehr auf den Wasserstraßen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;

5° den Verkehr insbesondere auf den Brücken, den Dienstwegen und den Straßen entlang der Wasserstraßen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;

6° bei Niedrigwasser Zusammenschlüsse von Schiffen durchzuführen."

Art. 45 - Artikel 73 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 73 - Dem Direktor der Direktion der Personenbeförderung wird die Vollmacht erteilt, um:

1° die Abänderungen der Fahrpläne für den Linienverkehr und für die Sonderformen des Linienverkehrs zu genehmigen;

2° die von den Kollegien ausgestellten Zulassungen zur Betreibung von Taxidiensten zu genehmigen;

3° die Genehmigungen von Diensten zur Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer und von Sammeltaxidiensten zu erteilen;

4° den Transportdiensten allgemeinen Interesses die Zulassung zu erteilen;

5° die Verwendung eines individuellen Verkehrsmittels zugunsten der Schüler, die den Sonder- oder Normal-schulunterricht besuchen, zu genehmigen;

6° über die Anträge auf Gewährung des Transportrechts gemäß dem Dekret vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne zu befinden;

7° die Genehmigungen über die Schaffung, die Abänderung oder die Aufhebung der regelmäßigen Liniendienste zu erteilen; die Genehmigungen über die zeitweiligen Liniendienste zu erteilen;

8° die Genehmigungen über die Verstärkungsdienste zu erteilen;

9° die Genehmigungen über die Schaffung, die Abänderung oder die Aufhebung der Sonderformen des Linienverkehrs, mit Ausnahme der Schulbuse, zu erteilen;

10° die Zugangserlaubnis zum Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers zu erteilen, auszusetzen oder zu entziehen;

11° die Vorschläge der Ausschüsse für die regelmäßigen Liniendienste, die Sonderformen des Linienverkehrs und die Taxidienste zu verwirklichen."

Art. 46 - In das Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Erlasses werden die Artikel 73/1, 73/2, 73/3 und 73/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art 73/1 - Dem Direktor der betreffenden territorialen Direktion der Wasserwege wird die Vollmacht erteilt, um:

1° Dritten in Anwendung der durch den Generaldirektor bestimmten Richtlinien in widerruflicher Weise jegliche Genehmigung zu erteilen, das zu den Wasserstraßen und ihren Nebenanlagen gehörende öffentliche Gut aus irgend einem Grund zu benutzen;

2° die funktionellen Pflanzen und die Zierpflanzen entlang der Wasserstraßen und deren Nebenanlagen setzen, auslichten und fällen zu lassen;

3° im Rahmen der Regelungen und Anweisungen in widerruflicher Weise sämtliche Arbeiten entlang der Wasserstraßen und deren Nebenanlagen zu erlauben;

4° im Rahmen von Konzessionsverträgen insbesondere die Freigabe der Sicherheiten und den Abschluss einer Vereinbarung über die Hypothekenvollmacht oder andere Handlungen von gleicher Tragweite zu beschließen;

5° einem Schiff zu erlauben, zu fahren oder stillzuliegen, wenn es aufgrund eines Baumangels, der Baufähigkeit, eines Wartungsmangels, einer Überladung oder von Havarien Gefahr läuft, zu sinken;

6° die Verwendung von Reifen als abnehmbare Fender zu erlauben.

Art. 73/2 - Dem Direktor der Direktion der Verwaltung der Wasserwege wird die Vollmacht erteilt, um:

1° einem Schiff die Fahrt zu erlauben, wenn seine Größe einschließlich der Ladung den in den Sonderregelungen bestimmten zulässigen Höchstmaßen für Schiffe nicht entspricht und daher bei Bauwerken keine sichere Durchfahrt erlaubt;

2° jede Beladung der Schiffe in einem Abstand von weniger als 0,10 Metern von deren Außenrand zu erlauben;

3° ein Schiff in einem Bauwerk zuzulassen, wenn dessen Länge einschließlich des Ruders mehr als 0,30 Meter und dessen Breite mehr als 0,20 Meter als die Nutzlänge bzw. -breite des Bauwerks beträgt;

4° eine Bescheinigung über die bestandene Matrosenprüfung für die Binnenschifffahrt auszustellen;

5° den Nachweis über die fachliche Eignung für die Ausübung des Berufs eines Transporteurs im Güterverkehr auf Wasserstraßen auszustellen, abzuändern, zu verlängern oder zu entziehen;

6° die Bescheinigungen A und B zum Führen von Binnenschiffen, die für die Güter- und Personenbeförderung bestimmt sind, vorübergehend oder endgültig auszustellen;

7° auf den Bescheinigungen zum Führen von Binnenschiffen den Vermerk über die Befähigung für die Radarfahrt anzubringen;

8° die Erlaubnis, ein Schiff mit mehr als 12 Personen (ausschließlich der Besatzung) zu steuern, auszustellen;

9° auf den Bescheinigungen zum Führen von Binnenschiffen den Vermerk anzubringen, dass die Schiffsführer im Alter von mehr als 65 Jahren die ärztlichen Vorschriften erfüllen.

Art. 73/3 - Dem Direktor der betreffenden Direktion Flughäfenverwaltung wird die Vollmacht erteilt, um:

1° die Öffnung und die Schließung des Flughafens oder Flugplatzes vorübergehend zu beschließen;

2° die Berichte über die Luftfahrtunfälle oder -zwischenfälle zu erstellen;

3° das Vorzeigen der mitzuführenden Borddokumente der Luftfahrzeuge und der Fahrzeuge, die auf dem Gebiet des Flughafens verkehren, zu beantragen;

4° die Zugangskarten mit Ausnahme der Besucherkarten auszustellen, die Überprüfung der Vorgeschichte der Antragsteller durch die zuständigen Behörden zu koordinieren und die Benutzung der besagten Zugangskarten zu kontrollieren;

5° die Fluglizenzen der Luftfahrzeuge zu kontrollieren;

6° die Benutzung der Flughafeninfrastrukturen einzuschränken, wenn der Dienst dies erfordert.

Bei Abwesenheit des Direktors oder eines zu diesem Zweck bezeichneten Bediensteten der Stufe A werden die Vollmachten durch den für die Sicherheit auf dem Flughafengelände verantwortlichen Flughafeninspektor ausgeübt, der seine Vorgesetzten davon in Kenntnis setzt.

Art. 73/4 - Dem Direktor der Direktion der Zertifizierungen und Genehmigungen wird die Vollmacht erteilt, um:

1° in den Angelegenheiten betreffend den Führerschein und die Fahrschulen:

a) eine Erlaubnis, in einer Fahrschule zu unterrichten oder diese zu leiten, zu erteilen, auszusetzen oder zu entziehen;

b) den Vorsitzenden und die Mitglieder der Prüfungsausschusses für die Erteilung der Berufsbefähigungsbrevets des leitenden Personals und des Lehrpersonals der Fahrschulen zu ernennen;

c) einer Fahrschule die Zulassung zu erteilen oder diese abändern;

d) eine Genehmigung zum Betrieb einer Niederlassungseinheit zu erteilen oder abzuändern;

e) eine Genehmigung für einen Übungsplatz zu erteilen oder abzuändern;

f) die Räumlichkeiten für den theoretischen Unterricht und für die Verwaltung der Fahrschule zuzulassen;

g) die von den Organisatoren der Ausbildungstätigkeit ausgestellten Bescheinigungen der Fahrschulleiter, der beigeordneten Fahrschulleiter oder der Fahrschullehrer, die Inhaber einer Unterrichts- oder Leitungsgenehmigung sind, zu verweigern, wenn die Ausbildung nicht die vorgesehene Anzahl Stunden umfasst oder sich nicht auf die vorgesehenen Lehrstoffe bezieht;

2° in den Angelegenheiten betreffend die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge zu befinden über:

a) die vollständigen, die unvollständigen und vervollständigten Anträge über Erteilung einer Typgenehmigung für ein Fahrzeug;

b) die Anträge auf ein Typbezeichnungsprotokoll;

c) die Anträge auf Genehmigung von Systemen, Bauteilen und selbständigen technischen Einheiten mit Ausnahme der Helme;

d) die Anträge auf Validierung einer von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausgestellten Konformitätsbescheinigung;

e) die Ausstellung von Dokumenten zur Bescheinigung der Übereinstimmung mit den technischen Vorschriften;

f) die Anträge auf Erstbeurteilung der Hersteller und der Beachtung der Verfahren bei der Genehmigung;

g) die Änderung der Tragweite der Erstbeurteilung eines Herstellers oder seiner COP (Conformity of production);

h) die Anträge auf Zulassung der technischen Dienste;

i) die Anträge auf Anhänge, Erweiterung und Revision der Genehmigungsakten;

j) die Anträge auf Bescheinigung der Neuprägung einer Fahrgestellnummer;

k) die Anträge auf Erteilung des Konformitätszertifikats, falls der Hersteller nicht mehr existiert;

l) die Anträge auf Ausstellung von Duplikaten von Dokumenten für die Typgenehmigung von Fahrzeugen;

3° in den Angelegenheiten betreffend die Zulassungsbedingungen und die Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind:

a) den Betrieb der Inspektionslinie einer Kontrollstation im Anschluss an die im Rahmen einer Kontrolle gemachten Feststellungen eines Bediensteten des Öffentlichen Dienstes auszusetzen;

b) Anweisungen zu erteilen auf dem Gebiet der Ausbildung der Bediensteten der mit der technischen Kontrolle der Fahrzeuge beauftragten Einrichtungen;

c) über die Auskundschaften an die Einrichtungen und die Besichtigungen der Einrichtungen der Stationen zu befinden.“.

Art. 47 - In Artikel 74 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2006, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikel" ersetzt.

Art. 48 - In Artikel 75 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° die Wortfolge "und des Haushaltsplanes des "Office wallon des Déchets (Titel V)" wird gestrichen.

- Art. 49** - In Artikel 76 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird das Wort "anzuweisen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.
- Art. 50** - In Artikel 77 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:
- 1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;
 - 2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikeln" ersetzt.
- Art. 51** - In Artikel 78 desselben Erlasses wird das Wort "anzuweisen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.
- Art. 52** - In Artikel 79 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:
- 1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;
 - 2° die Wortfolge "vom außerplanmäßigen und zu diesem Zweck bezeichneten Rechnungsführer" wird durch die Wortfolge "vom zu diesem Zweck bezeichneten dezentralen Kassensführer" ersetzt;
 - 3° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikel" ersetzt.
- Art. 53** - In Artikel 80 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:
- 1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;
 - 2° die Wortfolge "der Basiszuwendung" wird durch die Wortfolge "des Basisartikels" ersetzt.
- Art. 54** - In Artikel 81 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird das Wort "anzuweisen" durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.
- Art. 55** - In das Kapitel VII Abschnitt 1 Unterabschnitt 4 desselben Erlasses wird ein Artikel 81/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
- "Art. 81/1 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen die Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen, die auf den Basisartikel 12.01 des Titels I des Organisationsbereichs 15 betreffend die Kosten im Zusammenhang mit der Aufnahme von Tieren und die Kosten für Expertengutachten nach Artikel 3 und Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme anrechenbar sind:
- Generaldirektor: 50.000 Euro;
 - Generalinspektor: 25.000 Euro;
 - Direktor: 12.000 Euro;
 - Zu diesem Zweck bezeichneter Bediensteter der Stufe A: 3.000 Euro."
- Art. 56** - In das Kapitel VII Abschnitt 2 Unterabschnitt 1 desselben Erlasses werden die Artikel 82/1 und 82/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
- "Art. 82/1 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen im Rahmen der Aktivitäten des Wallonischen Fonds für landwirtschaftliche Naturkatastrophen ("Fonds wallon des calamités agricoles") gegebenenfalls alle Ausgaben für Experten einzugehen, zu genehmigen, auszuzahlen oder freizustellen, die auf den Basisartikel 12.01 des Titels VII - Wallonischer Fonds für Naturkatastrophen - Abteilung 02 - Wallonischer Fonds für landwirtschaftliche Naturkatastrophen des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar sind:
- Generaldirektor: 50.000 Euro;
 - Generalinspektor: 25.000 Euro.
- Art 82/2 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen gegebenenfalls jegliche Ausgabe, die auf den Basisartikel 34.01 und 43.01 des Titels VII - Wallonischer Fonds für Naturkatastrophen - Abteilung 02 - Wallonischer Fonds für landwirtschaftliche Naturkatastrophen - des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar sind, einzugehen, zu genehmigen, auszuzahlen oder freizustellen:
- Generaldirektor: 50.000 Euro;
 - Generalinspektor: 25.000 Euro."
- Art 57.** - In das Kapitel VII Abschnitt 2 desselben Erlasses wird der Titel von Unterabschnitt 2 durch folgenden Titel ersetzt:
- "Unterabschnitt 2 - Abteilung Landwirtschaft".
- Art 58.** - Artikel 83 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:
- "Art. 83 - Mit Ausnahme der Beihilfen, deren Verwaltung durch Artikel D.255 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft der Zahlstelle übertragen wird, wird dem Generaldirektor und dem Generalinspektor die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen durch die Abteilung Landwirtschaft bearbeiteten Beihilfeantrag eingereicht hat, die Gründe mitzuteilen, aus denen dem Antrag nicht stattgegeben werden kann."
- Art 59.** - Artikel 85 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:
- "Art. 85 - Dem Generaldirektor oder einem zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, um die Vereinbarungen zur vorläufigen Überlassung von persönlichen Rechten auf natürliche oder juristische Personen betreffend unbewegliche Güter, die der Region gehören und von der Abteilung Natur und Forstwesen verwaltet werden, zu unterzeichnen, insofern die soweit die jährliche Miete oder finanzielle Gegenleistung einen Betrag von 50.000 Euro nicht übersteigt."
- Art 60.** - In Artikel 87/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:
- a) Ziffer 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:
 - 1° die Urkunden über Bodenordnungsverfahren, die Urkunden über vorübergehende Bodenordnungsverfahren, die Urkunden über gütliche Bodenordnungsverfahren und gegebenenfalls die betreffenden ergänzenden und berichtigenden Urkunden sowie die Urkunden über die freiwillige Flurbereinigung, die in dem Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vorgesehen sind;";
 - b) Ziffer 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:
 - 4° die Urkunden, um unbewegliche Güter im Rahmen der im Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vorgesehenen landwirtschaftlichen Bodenpolitik zu erwerben oder zu veräußern;";
 - c) Ziffer 5 wird außer Kraft gesetzt.
- Art 61.** - In den Artikeln 89 und 90 desselben Erlasses wird das Wort "anzuweisen" jeweils durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt.
- Art 62.** - In Artikel 91 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:
- 1° das Wort "anzuweisen" wird jeweils durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° In § 4 Ziffer 1 wird das Wort "Basiszuwendungen" durch das Wort "Basisartikel" ersetzt;

3° In § 4 Ziffer 2 wird die Wortfolge ", mit Ausnahme der in Artikel 7 desselben Erlasses erwähnten vorherigen Prämienanträge" gestrichen.

Art. 63 - In Artikel 92 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° die Wortfolge "zu Lasten der Basiszuwendung 01.02 des Titels I und zu Lasten der Basiszuwendungen" durch die Wortfolge "zu Lasten der Basisartikel 01.02 und 01.03 des Titels I zu Lasten der Basisartikel" ersetzt.

Art. 64 - In Artikel 93 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikeln" ersetzt.

Art. 65 - In Artikel 94 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "Generaldirektor" wird durch den Wortlaut "Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens" ersetzt;

2° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

3° die Wortfolge "Basiszuwendungen" wird durch die Wortfolge "Basisartikel" ersetzt.

Art. 66 - In das Kapitel VIII Abschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Artikel 94/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
"Art. 94/1 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um über die in Ausführung von Artikel 28 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingereichten Beschwerden gegen die Beschlüsse zur Beihilfen der Beihilfen für natürliche Personen, der Umzugs- und Mietzulagen und der Einrichtungsbeteiligungen zu beschließen."

Art. 67 - Artikel 98 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. März 2015, wird durch einen Paragraphen 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 7. Dem Direktor der Direktion der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, um über die in Ausführung von Artikel 7bis des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingereichten Beschwerden gegen die durch den Bürgermeister in Anwendung von Artikel 7 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse getroffenen Maßnahmen zu beschließen."

Art. 68 - Artikel 101 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 69 - In das Kapitel VIII Abschnitt 2 desselben Erlasses werden die Artikel 101/3 und 101/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 101/3 - Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung eingeführte Zulassung zu gewähren oder zu verweigern.

Art. 101/4 - Dem Direktor der Direktion der Förderung der nachhaltigen Energien wird die Vollmacht erteilt, um die in Artikel 49 des Königlichen Erlasses vom 27. August 1993 zur Ausführung des Einkommensteuergesetzbuches erwähnte Bescheinigung zur Erlangung eines Steuerabzugs für Investitionen zur Energieeinsparung in den Unternehmen auszustellen."

Art. 70 - In Artikel 102 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuzahlen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikeln" ersetzt.

Art. 71 - In Artikel 103 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "Artikel 27 § 2 und § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Durchführung des Dekrets vom 6. Dezember 2007 über die Hilfedienststellen für Familien und Betagte" durch die Wortfolge "Artikel 356 § 2 und § 3 des verordnungsrechtlichen Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit" ersetzt;

1° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "Artikel 5 § 1 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Durchführung des Dekrets vom 6. Dezember 2007 über die Hilfedienststellen für Familien und Betagte" durch die Wortfolge "Artikel 339 § 1 des verordnungsrechtlichen Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit" ersetzt;

Art. 72 - Artikel 104 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 73 - Artikel 105 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 2011, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 105 - § 1. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, folgenden Anträgen stattzugeben, oder diese zu verweigern:

1° die in Artikel 1481 des verordnungsrechtlichen Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit vorgesehenen Abweichungen;

2° die in Artikel 1938 des verordnungsrechtlichen Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit vorgesehenen Abweichungen;

3° die in den Artikeln 1477 und 1482 des verordnungsrechtlichen Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit vorgesehenen Fristverlängerungen;

4° die in den Artikeln 1932 und 1939 des verordnungsrechtlichen Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit vorgesehenen Fristverlängerungen.

§ 2. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, das Folgende zu genehmigen oder nicht zu genehmigen:

1° die Schlussabrechnung nach den in Artikel 1471 des verordnungsrechtlichen Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit vorgesehenen Modalitäten;

2° die Schlussabrechnung nach den in Artikel 1950 des verordnungsrechtlichen Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit vorgesehenen Modalitäten."

Art. 74 - In das Kapitel IX Abschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Artikel 105/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 105/1 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 683 des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit vorgesehene vorläufige Betriebszulassung zu gewähren oder diese zu verweigern."

Art. 75 - In das Kapitel IX wird ein die Artikel 105/2 und 105/3 umfassender Abschnitt 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 3 - Sonderbestimmungen für den Wallonischen Fonds für Naturkatastrophen

Art. 105/2 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen im Rahmen der Aktivitäten des Wallonischen Fonds für Naturkatastrophen gegebenenfalls alle Ausgaben für Experten einzugehen, zu genehmigen, auszuführen oder freizustellen, die auf den Basisartikel 12.01 des Titels VII - Wallonischer Fonds für Naturkatastrophen - Abteilung 01 - Fonds für allgemeine Naturkatastrophen - des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar sind:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;

- Generalinspektor der Abteilung Gesetzgebung der lokalen Behörden und prospektive Analysen: 25.000 Euro.

Art. 105/3 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen im Rahmen der Aktivitäten des Wallonischen Fonds für Naturkatastrophen gegebenenfalls alle Ausgaben einzugehen, zu genehmigen, auszuführen oder freizustellen, die auf den Basisartikel 34.01 und 43.01 des Titels VII - Wallonischer Fonds für Naturkatastrophen - Abteilung 01 - Fonds für allgemeine Naturkatastrophen - des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar sind:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;

- Generalinspektor der Abteilung Gesetzgebung der lokalen Behörden und prospektive Analysen: 25.000 Euro.“.

Art. 76 - In Artikel 106 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuführen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikel" ersetzt.

Art. 77 - Artikel 107 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 2011, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 107 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen jegliche Ausgabe einzugehen, zu genehmigen und auszuführen, die auf den Basisartikel 31.01 des Titels I des Programms 32 und auf den Basisartikel 01.01 des Titels II des Programms 34 des Organisationsbereichs 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist:

- Generaldirektor: 250.000 Euro;

- Generalinspektor: 25.000 Euro.“.

Art. 78 - Artikel 108 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 79 - Artikel 109 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 80 - In Artikel 110 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuführen" ersetzt;

2° die Wortfolge "der Basiszuwendung 51.02" wird durch die Wortfolge "des Basisartikels 31.02" ersetzt.

Art. 81 - In Artikel 111 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuführen" ersetzt;

2° die Wortfolge "der Basiszuwendung 61.01. des Titels II des Programms 31" wird durch die Wortfolge "des Basisartikels 45.07 des Titels II des Programms 31 und des Basisartikels 01.01 des Titels II des Programms 34" ersetzt.

Art. 82 - In Artikel 112 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "anzuweisen" wird durch das Wort "auszuführen" ersetzt;

2° das Wort "Basiszuwendungen" wird durch das Wort "Basisartikeln" ersetzt.

Art. 83 - In Artikel 113 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird aufgehoben;

b) Ziffer 4 wird aufgehoben.

c) Ziffer 5 wird aufgehoben.

Art. 84 - In das Kapitel X Abschnitt 2 Unterabschnitt 1 desselben Erlasses werden die Artikel 120/1, 120/2 und 120/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 120/1 - Im Rahmen des Erlasses der Erlasses vom 19. Dezember 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors wird dem Generaldirektor oder dem von ihm bezeichneten Generalinspektor die Vollmacht erteilt für:

1° die Beschlüsse zur Gewährung, Ablehnung, Erneuerung oder Ablehnung der Erneuerung der in Artikel 8 erwähnten Beihilfe über maximal 5 Punkte und die ablehnenden Beschlüsse, die durch die Nichteinstellung eines zusätzlichen Arbeitssuchenden begründet werden;

2° die Beschlüsse, die keine weiteren haushaltsmäßigen Auswirkungen haben und das Projekt inhaltlich nicht verändern;

3° die in Artikel 12 erwähnten abändernden Beschlüsse;

4° die Beschlüsse über die Abgabe und den Erhalt von Punkten "Objektive Kriterien" unter den Gemeinden und ÖSHZ;

5° die Beschlüsse über "Mehrlingsgeburten", die nicht Gegenstand einer Abweichung sind.

Art 120/2 - Im Rahmen des Dekrets vom 2. Mai 2013 über die finanzielle Anreize zur Förderung der Einstellung von Personal in manchen Betrieben wird dem Generaldirektor oder dem von ihm bezeichneten Generalinspektor die Vollmacht erteilt für:

1° die Beschlüsse zur Gewährung, die nicht Gegenstand eines Antrags auf Erhöhung sind;

2° die Beschlüsse, die keine weiteren haushaltsmäßigen Auswirkungen haben und das Projekt inhaltlich nicht verändern.

Art. 120/3 - Im Rahmen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Ausbildungsschecks bei der Existenzschaffung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 2003 zur Ausführung bestimmter Bestimmungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Ausbildungsschecks bei der Existenzschaffung wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt für die Einleitung des Verfahrens zum Angebotsaufruf, die Wahl des Scheckaussteller und den Abschluss einer Vereinbarung mit diesem.“.

Art. 85 - In Artikel 121 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird nach der Wortfolge "Direktion der Beschäftigung" die Wortfolge "und der Arbeitserlaubnisse" eingefügt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "Saisonarbeiter im Bereich des Gartenbaus und des Krankenpflegepersonals, das ein Diplom des Hochschulunterrichts oder ein gleichwertiges Diplom vorweisen kann, oder Inhaber eines Brevets ist" durch die Wortfolge "der Arbeiter, die in Bereichen tätig sind, in denen das Wallonische Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung ("Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi") einen Mangel an Arbeitskräften angemeldet hat" ersetzt.

Art. 86 - In das Kapitel X Abschnitt 2 Unterabschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Artikel 121/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 121/1 - Im Rahmen des Gesetzes vom 19. Februar 1965 über die Ausübung seitens Ausländer von Berufstätigkeiten als Selbständige wird dem Generalinspektor der Abteilung Beschäftigung und Berufsbildung, dem Direktor der Direktion der Beschäftigung und der Arbeitserlaubnisse sowie den ersten Attachés und Attachés die Vollmacht erteilt, um den Anträgen auf Erlangung, Erneuerung, Verlängerung, Änderung oder Ersetzung bei Verlust der Berufskarte stattzugeben oder diese abzulehnen."

Art. 87 - In das Kapitel X Abschnitt 2 Unterabschnitt 2 desselben Erlasses werden die Artikel 122/1 und 122/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 122/1 - Im Rahmen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Ausbildungsschecks bei der Existenzschaffung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 2003 zur Ausführung bestimmter Bestimmungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Ausbildungsschecks bei der Existenzschaffung wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt für die Einleitung des Verfahrens zum Angebotsaufruf, die Wahl des Scheckaussteller und den Abschluss einer Vereinbarung mit diesem.

Art. 122/2 - Im Rahmen des Rahmenabkommens über die Zusammenarbeit im Bereich der alternierenden Ausbildung, abgeschlossen in Brüssel am 24. Oktober 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission, des Dekrets vom 20. Juli 2016 über die den Partnerunternehmen im Bereich der alternierenden Ausbildung, den Lernenden im Bereich der alternierenden Ausbildung und den sektoriellen Coaches gewährten finanziellen Anreize und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2016 Ausführung des Dekrets vom 20. Juli 2016 über die den Partnerunternehmen im Bereich der alternierenden Ausbildung, den Lernenden im Bereich der alternierenden Ausbildung und den sektoriellen Coaches gewährten finanziellen Anreize wird dem Generaldirektor, dem Generalinspektor und dem Direktor der Direktion der ressortübergreifenden Politik Region/Gemeinschaft die Vollmacht gewährt, die in den Artikeln 3, 5 und 6 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 20. Juli 2016 erwähnten finanziellen Anreize auszuführen."

Art. 88 - In demselben Erlass wird der Titel des Anhangs durch Folgendes ersetzt:

"Wahl des Vergabeverfahrens, Annahme der Auftragsunterlagen qualitative Auswahl und Vergabe der öffentlichen Aufträge. Mit Ausnahme der Ausgaben für Dienstleistungen, die sich nicht auf Aufträge beziehen, wird den Inhabern der nachstehenden Funktionen bis in Höhe nachstehender Beträge (ohne MwSt.) die Vollmacht erteilt, das Vergabeverfahren zu wählen, die Auftragsunterlagen anzunehmen und das Verfahren einzuleiten: "

Art. 89 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 27. April 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie
C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202741]

27 APRIL 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 juli 2010, 23 juni 2011, 31 mei 2012, 31 januari 2013, 28 november 2013, 20 maart 2014, 15 mei 2014, 26 maart 2015 en 24 maart 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 april 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 april 2017;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "goedkeuring" wordt vervangen door het woord "aanneming".

2° de woorden "het gunnen" worden vervangen door de woorden "de toewijzing".

Art. 2. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 en bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "artikel 1, 2°, a)" van het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende regeling van de controle op de vastlegging van de uitgaven in de diensten van algemeen bestuur van de Staat" vervangen door de woorden "artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals van de administratieve en begrotingscontrole";

2° in het tweede lid wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 3. In artikel 9, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "buitengewone rekenplichtigen" vervangen door de woorden "gedecentraliseerde penningmeesters".

Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt het woord "te ordonnanceren" vervangen door het woord "te vereffenen".

Art. 5. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen";

3° de woorden "en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) (titel V)" vervallen.

Art. 6. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen";

3° de woorden "en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (titel V) " vervallen.

Art. 7. In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 2011 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen";

2° in § 2 wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen";

3° in § 3 vervallen de woorden "en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (titel V) ";

4° in § 3 wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen", wordt het woord "basisallocaties" vervangen door het woord "basisartikelen" en worden de woorden "Departement Algemene Zaken" vervangen door de woorden "Departement Communicatie".

Art. 8. In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 9. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen";

3° de woorden "en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (titel V) " vervallen.

Art. 10. In artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen";

2° de woorden "en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (titel V) " vervallen.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van onderafdeling 2 van afdeling 4 van Hoofdstuk 1 vervangen door wat volgt: "Bepalingen betreffende de keuze van de gunningswijze, de aanneming van de opdrachtdocumenten, de kwalitatieve selectie en de toewijzing, de verificatie van de prijzen van de opdrachten of de toekenning van een concessie van openbare werken".

Art. 12. In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden ", wanneer de bij de bepalingen van dit besluit verleende delegaties betrekking hebben op een overheidsopdracht waarvoor het Gewest als aanbestedende overheid optreedt, " vervangen door de woorden "in het kader van een overheidsopdracht";

b) in 1° worden de woorden "het bericht van opdracht, het bijzonder bestek alsook de bijgaande plannen of de documenten die deze vervangen goed te keuren" vervangen door de woorden "de opdrachtdocumenten aan te nemen";

c) in 3° wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen";

d) in het tweede lid worden de woorden "het bijzonder bestek evenals de bijgevoegde plannen of de plaatsvervangende stukken goed te keuren" vervangen door de woorden "de opdrachtdocumenten aan te nemen".

Art. 13. In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "het bijzonder bestek of de documenten die deze vervangen goedkeuren " vervangen door de woorden "de opdrachtdocumenten aannemen".

Art. 14. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"De secretaris-generaal of de betrokken directeur-generaal heeft evenwel delegatie voor, enerzijds, de beslissingen in verband met de gewone uitvoering van de door de Minister toegewezen opdrachten, en anderzijds, voor de instemmingen met een overdracht van een opdracht".

Art. 15. In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1° worden de woorden "en voor de administratieve rechtbanken" ingevoegd tussen de woorden "de rechtbank" en de woorden "te dagen";

b) in 2° van de Franse versie wordt het woord "faire" ingevoegd voor het woord "procéder".

Art. 16. In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1° van de Franse versie wordt het woord "lors" opgeheven;

b) in 2° van de Franse versie wordt het woord "lors" opgeheven;

c) er wordt een punt 2°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"2°/1 alle beslissingen inzake minnelijke schikking of regeling, ten belope van 75.000 euro, te nemen en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren";

d) in 3° wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 17. In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 18. Artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 33. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave betreffende de communicatie van de Waalse Overheidsdienst en toerekenbaar op de basisartikelen 12, klasse 1, van titel I, 74, klasse 7, van titel II, van programma 06, 12.02, 12.03, 12.05, 12.09, 12.13, 12.16 en 74.01 van programma 03, 12.02 en 12.05 van programma 04 van organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen :

- secretaris-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro."

Art. 19. In artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";
- 2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 20. In artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 2011 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord "ordonnanceren" wordt telkens vervangen door het woord "vereffenen";
- 2° het woord "basisallocaties" wordt telkens vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 21. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 36. De inspecteur-generaal van het Departement Beheer van het Personeel krijgt delegatie om de bezoldigingen en uitkeringen voor het personeel toerekenbaar op de basisartikelen 11, klasse 1, van titel I, van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen alsook om de personeelsvergoedingen toerekenbaar op de basisartikelen 12, klasse 1, en elke andere personeelsuitgave toerekenbaar op basisartikelen van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van de uitgaven van de ministeriële kabinetten vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen."

Art. 22. Artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 37. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave betreffende de archieven en de documentatie van de Waalse Overheidsdienst die toerekenbaar is op de basisartikelen 12.01 en 12.03, titel 1, en op basisartikel 74.01, van titel II van programma 06 van organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen :

- secretaris-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal van het Departement Communicatie: 25.000 euro;
- directeur van de Directie Regionale Documentatie en Archief: 12.000 euro."

Art. 23. In artikel 38 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 2011 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";
- 2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 24. In artikel 40, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden "Boek III" ingevoegd tussen de woorden "Hoofdstuk IV" en de woorden "van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003";

b) in 5° worden de woorden "artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009" vervangen door de woorden "artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014";

c) er wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt : "6° het vrijwillig ontslag".

Art. 25. In artikel 48, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden "van het Departement Algemene Zaken" vervangen door de woorden "van het Departement Beheer van het Personeel".

Art. 26. In artikel 49/2, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014, worden de woorden "artikel 10, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009" vervangen door de woorden "artikel 9, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014".

Art. 27. Artikel 50 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt opgeheven.

Art. 28. In artikel 51 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";
- 2° het woord "basisallocatie" wordt vervangen door het woord "basisartikel".

Art. 29. In artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";
- 2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 30. In artikel 53 van hetzelfde besluit wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 31. In de artikelen 54, 55, 56, 57 en 58 van hetzelfde besluit wordt het woord "ordonnanceren" telkens vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 32. In hoofdstuk IV, afdeling 2, onderafdeling 1, wordt een artikel 61/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 61/2. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt delegatie om binnen de medeëigenaarsvergaderingen en in de raad van medeïgendom te zetelen om het Gewest te verbinden binnen de perken van de basisakten en de regelingen over de medeïgendom".

Art. 33. In artikel 62 van hetzelfde besluit worden de woorden "buitengewone rekenplichtigen" telkens vervangen door de woorden "gedecentraliseerde penningmeesters".

Art. 34. In artikel 68 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";
- 2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 35. In hetzelfde besluit worden de artikelen 69/3 tot 69/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 69/3. De directeur-generaal of een door hem aangewezen personeelslid van niveau A krijgt delegatie voor de toekenning van vergunningen voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen, bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2012 betreffende de afgifte van een vergunning voor uitzonderlijk vervoer.

Art. 69/4. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt delegatie voor de homologatie van radarinstallaties en andere instrumenten gebonden aan de gewestelijke bevoegdheden.

Die delegatie dekt de modelgoedkeuring, de eerste ijk, de herijk en de technische controle van deze instrumenten.

Deze delegatie dekt ook de afgifte van gebruiksvergunningen voor niet-geijkte meetsystemen bedoeld in het koninklijk besluit van 16 oktober 2009 betreffende de gebruiksvergunningen voor niet-geijkte meetsystemen.

Art. 69/5. De directeur-generaal of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A krijgt delegatie om een machtiging te verlenen voor de plaatsing van borden en de organisatie van het signaleren van werken op de autosnelwegen binnen de perken van zijn ambtsgebied overeenkomstig artikel 78.1.1 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer."

Art. 40. In artikel 70 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, wordt 10° opgeheven.

Art. 41. In Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 2, die artikel 70/1 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 2 - Bijzondere bepalingen

Art. 70/1. De directeur-generaal krijgt delegatie voor de beslissingen betreffende de technische dossiers en de bestekken van de projecten bedoeld in de §§ 2 tot 4 van artikel L3343-6 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie."

Art. 42. Artikel 71 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

"In afwijking van artikel 8, tweede lid, worden de titularissen van de volgende ambten ten belope van het bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave betreffende de levering van elektriciteit die het voorwerp uitmaakt van een provisionele vastlegging toegelaten overeenkomstig het eerste lid van artikel 8 te vereffenen:

- directeur-generaal: 250.000 euro;
- inspecteur-generaal: 125.000 euro;
- directeur: 50.000 euro."

Art. 43. Artikel 72 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 72. De directeur-generaal krijgt delegatie om:

1° inzake het personenvervoer: de vergunning af te leveren bepaald in de artikelen 32 en 33 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;

2° inzake waterwegen:

- a) de scheepvaart te verbieden op de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;
 - b) het verkeer te verbieden meer bepaald op de bruggen, de jaagpaden en de wegen langs de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;
 - c) de overeenkomsten te sluiten met de provincies, de gemeenten en andere overheidsinstellingen, met het oog op de overdracht van het beheer van de dienstwegen of de wegen langs de bevaarbare waterwegen;
 - d) wanneer de belangen van het Gewest of de veiligheid van de scheepvaart het vereisen, elke buitengewone tijdelijke afwijking van de scheepvaartvoorschriften bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 houdende regeling van de scheepvaart op de waterwegen in het Waalse Gewest toe te kennen en zelfs op te leggen;
 - e) huurovereenkomsten van de sluiswachterhuizen, stuwdamhuizen en van regiegebouwen te sluiten voor zover de jaarlijkse huur 125.000 euro niet overstijgt;
 - f) overeenkomsten te sluiten ter regeling van de vergoedingen wegens huurschade voor zover het bedrag ervan 125.000 euro niet overstijgt;
 - g) overeenkomsten te sluiten met de beheerders van elektriciteitsnetten voor de aansluiting van de installaties;
- 3° inzake energieleveringen: opdrachten te gunnen met de betrokken verdelers voor het leveren van elektrische energie aan de verscheidene diensten van de Regering en de ministeriële kabinetten;

4° inzake technische voorwaarden waaraan de auto's en hun aanhangwagens moeten voldoen, te beslissen over:

- a) de coördinatie van de activiteiten van de instellingen;
- b) de voorschriften in de keuringsstations en in de instellingen.

Art. 44. In Hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde besluit wordt een artikel 72/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 72/2. De directeur-generaal krijgt delegatie voor een periode langer dan 72 uur en de directeur van de betrokken territoriale Directie Waterwegen krijgt delegatie voor een periode van hoogstens 72 uur om:

1° onder de door hem bepaalde voorwaarden een tijdelijke afwijking toe te kennen wat betreft het tijdschema van de recreatieve en sportactiviteiten;

2° onder de door hem bepaalde voorwaarden een tijdelijke afwijking toe te kennen wat betreft de bedieningstijden van de kunstwerken;

3° een recreatieve activiteit te machtigen op minder dan 50 meter van een stuwdam en op minder dan 250 meter van een doorvaartkunstwerk;

4° de scheepvaart te verbieden op de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;

5° het verkeer te verbieden meer bepaald op de bruggen, de jaagpaden en de wegen langs de waterweg in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;

6° over te gaan tot een pooling van schepen in geval van waterstand."

Art. 45. Artikel 73 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 73. De directeur van de Directie Personenvervoer krijgt delegatie om:

1° de wijzigingen goed te keuren in de uurregelingen van de reguliere lijnen en de gespecialiseerde reguliere lijnen;

2° de door de colleges afgeleverde vergunningen goed te keuren inzake de uitbating van de taxidiensten;

3° de vergunningen af te leveren voor de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur en collectieve taxi's;

4° de vervoersdiensten van algemeen belang te erkennen;

5° het gebruik toe te laten van een individueel vervoersmiddel ten gunste van de leerlingen die het bijzondere gespecialiseerde of gewone onderwijs bezoeken;

6° te beslissen over de aanvragen tot toekenning van het recht op vervoer overeenkomstig het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;

7° de vergunningen af te leveren voor het inleggen, wijzigen of afschaffen van de reguliere diensten; de vergunningen betreffende de tijdelijke diensten af te leveren;

8° de vergunningen af te leveren voor de extra ingelegde diensten;

9° de vergunningen af te leveren voor het inleggen, wijzigen of afschaffen van de gespecialiseerde reguliere diensten, uitgezonderd de schoolophalddiensten;

10° de toegang tot het beroep van vervoerder van personen over de weg toe te kennen, op te schorten of in te trekken;

11° de voorstellen van de commissies van reguliere diensten, gespecialiseerde reguliere diensten en taxi-diensten uit te voeren.”.

Art. 46. In Hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde besluit worden de artikelen 73/1, 73/2, 73/3 en 73/4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 73/1. De directeur van de betrokken territoriale Directie Waterwegen krijgt delegatie om:

1° derden voorlopige vergunningen toe te kennen voor de bezetting, op eender welke titel, van het openbaar domein dat deel uitmaakt van de bevaarbare waterwegen en hun aanhorigheden, overeenkomstig de richtlijnen bepaald door de directeur-generaal;

2° de functionele en sierbepantingen te laten aanplanten, snoeien en omhakken langs de waterwegen en hun aanhorigheden;

3° voorlopige vergunningen af te leveren voor allerlei werken langs de waterwegen en hun aanhorigheden binnen de perken bepaald door de regelgevingen en instructies;

4° in het kader van concessiecontracten, meer bepaald te beslissen over de vrijmaking van borgstellingen en het sluiten van overeenkomsten betreffende hypothecaire mandaten en andere akten met eenzelfde bereik;

5° een vaartuig toe te staan om te varen of te stilliggen, indien het gevaar loopt te zinken ten gevolge van gebrekkige bouw, ouderdom, gebrek aan onderhoud, overlading of averij;

6° het gebruik van banden als fenders en wrijf houten toe te laten.

Art. 73/2. De directeur van Directie Beheer Waterwegen krijgt delegatie om:

1° een vaartuig toe te laten te varen indien zijn afmetingen, met inbegrip van zijn lading, de maximale toegelaten afmetingen van de schepen, zoals bepaald in de bijzondere reglementen, niet naleven en dan ook de veilige doorvaart van kunstwerken, niet mogelijk maken;

2° alle ladingen van de schepen die zich ten minste 0,10 meter binnen het vlak der zijgangen van het schip bevinden toe te laten;

3° een vaartuig in een doorvaartkunstwerk toe te laten wanneer zijn lengte, roer inbegrepen, minstens hoger is dan 0,30 meter en zijn breedte hoger is dan 0,20 meter van de nuttige lengte en breedte van het kunstwerk;

4° een getuigschrift af te leveren voor het slagen voor het examen matroos voor de binnenvaart;

5° de vakbekwaamheid voor de uitoefening van het beroep van vervoerder van goederen over de waterweg af te leveren, te wijzigen, te verlengen of in te trekken;

6° de vaarbewijzen A en B voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer voorlopig of definitief af te leveren;

7° de aantekening betreffende de bekwaamheid voor het besturen van een vaartuig met radar op de vaarbewijzen aan te brengen;

8° het vaarbewijs voor een schip van meer dan 12 personen, de bemanning niet meegerekend, af te leveren;

9° op de vaarbewijzen de vermelding aan te brengen dat de schippers ouder dan 65 jaar aan de medische voorschriften voldoen.

Art. 73/3. De directeur van de Directie Luchthavens krijgt delegatie om:

1° tijdelijke beslissingen te treffen over de opening of de sluiting van luchthavens of vliegvelden;

2° verslagen op te stellen van luchtvaartongevallen of -incidenten;

3° de boorddocumenten van de luchtvoertuigen en van de voertuigen die op de luchthavensite in verkeer zijn, op te vragen;

4° de toegangsbadges, met uitzondering van de bezoekerbadges, af te leveren, de verificatie van de voorgeschiedenis van de aanvragers door de bevoegde overheden te coördineren en het toezicht uit te oefenen op het gebruik van die badges;

5° de pilootlicenties van de luchtvoertuigen na te kijken;

6° het gebruik van de luchthaveninfrastructuur in te perken in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst.

Bij afwezigheid van de directeur of van een daartoe gemachtigde ambtenaar van niveau A, worden de bevoegdheden uitgevoerd door de luchthaveninspecteur belast met de luchthavenbeveiliging, die zijn hiërarchie hiervan op de hoogte brengt.

Art. 73/4. De directeur van de Directie Certificering en Homologatie krijgt delegatie om:

1° inzake de rijbewijzen en de rij scholen:

a) een toestemming om rijonderricht te geven of om een rij school te leiden, af te leveren, op te schorten of in te trekken;

b) de leden van de examencommissie inzake brevetten van beroepsbekwaamheid van het leidend personeel dat rijonderricht geeft in de rij scholen, onder wie een voorzitter van bedoelde examencommissie te benoemen;

c) een erkenning van een rij school toe te kennen of te wijzigen;

d) een exploitatievergunning van een vestigingseenheid toe te kennen of te wijzigen;

e) een goedkeuring van een oefenterrein toe te kennen of te wijzigen;

f) de lokalen, bestemd voor het theoretische onderricht en voor de administratie van de rij school te erkennen;

g) de getuigschriften afgeleverd door de organisatoren van de opleidingsactiviteit van de rij schooldirecteurs, adjunct-rij schooldirecteurs en instructeurs die houder zijn van een toestemming om te leiden of onderricht te geven te weigeren wanneer de jaarlijkse opleiding het aantal voorziene uren niet omvat en niet over de bepaalde onderwerpen gaat;

2° inzake technische voorwaarden waaraan de auto's en hun aanhangwagens moeten voldoen, te beslissen over:

a) de aanvragen tot keuring van voltooide, onvoltooide en volledige voertuigen;

b) de aanvragen voor een proces-verbaal van benaming;

c) de aanvragen voor de goedkeuringen van systemen, onderdelen en technische eenheden met uitzondering van de helmen;

- d) de aanvragen voor de bekrachtiging van het conformiteitattest afgeleverd door een Staat van de Europese Unie;
 - e) de afgifte van documenten die de overeenstemming met de technische voorschriften aantonen;
 - f) de aanvragen voor de oorspronkelijke evaluatie van de fabrikanten en de naleving van de processen bij de keuringen;
 - g) de wijziging van de reikwijdte van de oorspronkelijke evaluatie van een fabrikant of van zijn "COP" (Conformity of production);
 - h) de aanvragen voor de erkenning van technische diensten;
 - i) de aanvragen van bijlagen, uitbreidingen en herzieningen van keuringsdossiers;
 - j) de aanvragen van de attesten voor de herinslag van een chassisnummer
 - k) de aanvragen van conformiteitattesten wanneer de fabrikant niet meer bestaat;
 - l) de aanvragen van duplicaten van documenten gebonden aan de goedkeuring van voertuigen;
- 3° inzake de aangelegenheden betreffende de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht:
- a) de werking van een inspectielijn van een keuringstation ten gevolge van de vaststellingen tijdens een inspectie van een ambtenaar van de Waalse Overheidsdienst op te schorten;
 - b) voorschriften te geven inzake de opleiding van de personeelsleden van de instellingen belast met de keuring van de voertuigen;
 - c) te beslissen over de aanvragen om informatie aan de instellingen en over de bezoeken van de installaties van de stations."

Art. 47. In artikel 74 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocatie" wordt vervangen door het woord "basisartikel".

Art. 48. In artikel 75 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° de woorden "en van de begroting van de "Office wallon des déchet" (titel V) " vervallen.

Art. 49. In artikel 76 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 50. In artikel 77 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 51. In artikel 78 van hetzelfde besluit wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 52. In artikel 79 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

1° de woorden "buitengewone rekenplichtige" worden vervangen door de woorden "gedecentraliseerde penningmeester";

3° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 53. In artikel 80 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocatie" wordt vervangen door het woord "basisartikel".

Art. 54. In artikel 81 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt het woord "ordonnanceren" vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 55. In Hoofdstuk VII, afdeling 1, onderafdeling 4 van hetzelfde besluit wordt een artikel 81/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 81/1. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om de uitgaven die toerekenbaar zijn op basisartikel 12.01, van titel I, van programma 03 van organisatieafdeling 15 en die betrekking hebben op de opvang van dieren en expertisecosten bedoeld in artikel 3 en in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen :

- directeur-generaal: 50.000 euro;

- inspecteur-generaal: 25.000 euro;

- directeur: 12.000 euro;

- daartoe gemachtigde ambtenaar van niveau A : 3.000 euro."

Art. 56. In Hoofdstuk VII, afdeling 2, onderafdeling 1, van hetzelfde besluit worden de artikelen 82/1 en 82/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 82/1. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om alle uitgaven betreffende de kosten voor deskundigen die toerekenbaar zijn op basisartikel 12.01, van titel VII - "Fonds wallon des calamités naturelles" (Waals natuurrampenfonds) - afdeling 02 - "Fonds wallon des calamités agricoles" (Waals fonds voor landbouwrampen) - van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest in het kader van de activiteiten van het "Fonds wallon des calamités agricoles" vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken:

- directeur-generaal: 50.000 euro;

- inspecteur-generaal: 25.000 euro.

Art. 82/2. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave toerekenbaar op de basisartikelen 34.01 en 43.01, van titel VII - "Fonds wallon des calamités naturelles" - afdeling 02 - "Fonds wallon des calamités agricoles" - van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken :

- directeur-generaal: 50.000 euro;

- inspecteur-generaal: 25.000 euro."

Art. 57. In Hoofdstuk VII, afdeling 2, van hetzelfde besluit wordt het opschrift van onderafdeling 2 vervangen als volgt:

"Onderafdeling 2. — Departement Landbouw".

Art. 58. Artikel 83 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 83. Met uitzondering van de steun waarvan het beheer bij artikel D.255 van het Waalse Landbouwwetboek aan het betaalorgaan toevertrouwd wordt, krijgen de directeur-generaal en de inspecteur-generaal delegatie om aan elke persoon die een steunaanvraag, beheerd door het Departement Landbouw, indient, de redenen te laten worden om welke niet op de aanvraag kan worden ingegaan."

Art. 59. Artikel 85 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 85. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt delegatie om overeenkomsten te sluiten betreffende de tijdelijke concessie van persoonlijke rechten aan natuurlijke of rechtspersonen over onroerende goederen die aan het Gewest toebehoren en die beheerd worden door het Departement Natuur en Bossen voor zover de jaarlijkse huur of de jaarlijkse financiële compensatie 50.000 euro niet overstijgt."

Art. 60. In artikel 87/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° wordt vervangen als volgt:

"1° de akten inzake grondinrichting, de akten inzake tijdelijke inrichting, de akten inzake minnelijke inrichting en de eventuele verbeterings- of aanvullingsakten die daarop betrekking hebben, alsook de akten inzake vrijwillige ruilverkaveling zoals bedoeld in het Waalse Landbouwwetboek;"

b) punt 4° wordt vervangen als volgt:

"4° de akten om onroerende goederen aan te kopen of te vervreemden in het kader van het landbouwgrondbeleid bedoeld in het Waalse Landbouwwetboek;"

c) punt 5° wordt opgeheven.

Art. 61. In de artikelen 89 en 90 van hetzelfde besluit wordt het woord "ordonnanceren" telkens vervangen door het woord "vereffenen".

Art. 62. In artikel 91 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt telkens vervangen door het woord "vereffenen";

2° in § 4, 1°, wordt het woord "basisallocaties" vervangen door het woord "basisartikelen";

3° in § 4, 2°, worden de woorden "met uitzondering van de voorafgaande aanvragen tot premies bedoeld in artikel 7 van hetzelfde besluit" opgeheven.

Art. 63. In artikel 92 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° de woorden "op basisallocatie 01.02 van titel I en op de basisallocaties " worden vervangen door de woorden "op basisartikelen 01.02 en 01.03 van titel I en op basisartikelen".

Art. 64. In artikel 93 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 65. In artikel 94, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "directeur-generaal" worden vervangen door de woorden "directeur van de Directie Duurzame Gebouwen";

2° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

3° het woord "basisallocatie" wordt vervangen door het woord "basisartikel".

Art. 66. In Hoofdstuk VIII, afdeling 2, van hetzelfde besluit wordt een artikel 94/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 94/1. De directeur-generaal krijgt delegatie om te beslissen over de beroepen ingediend overeenkomstig artikel 28 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen tegen de beslissingen tot invordering van de steun aan de natuurlijke personen en de verhuis- en huurtoelagen en de vestigingstoelagen."

Art. 67. Artikel 98 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015, wordt aangevuld met een § 7, luidend als volgt :

" § 7. De directeur van de Directie Informatie en Controle krijgt delegatie om te beslissen over de beroepen ingediend overeenkomstig artikel 7bis van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen tegen de maatregelen beslist door de burgemeester overeenkomstig artikel 7 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen."

Art. 68. Artikel 101 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 69. In Hoofdstuk VIII, afdeling 2, van hetzelfde besluit worden de artikelen 101/3 en 101/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 101/3. De inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de erkenning ingevoegd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Art. 101/4. De directeur van de Directie Bevordering van hernieuwbare energieën krijgt delegatie voor de afgifte van het attest bedoeld in artikel 49 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op het verkrijgen van een belastingaftrek energiebesparende investeringen in de ondernemingen."

Art. 70. In artikel 102 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 71. In artikel 103 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden "artikel 27, § 2 en § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 houdende uitvoering van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarden" vervangen door de woorden "artikel 356, § 2 en 3, van het regelgevend deel van het Waals wetboek van Sociale Actie en gezondheid";

1° in § 2 worden de woorden "artikel 5, § 1, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 houdende uitvoering van het decreet van 2009 december 6 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarden" vervangen door de woorden "artikel 339, § 1, van het regelgevend deel van het Waals wetboek van Sociale Actie en gezondheid."

Art. 72. Artikel 104 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt opgeheven.

Art. 73. Artikel 105 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 105. § 1. De directeur-generaal krijgt delegatie voor de toekenning of de weigering van :

1° de afwijkingen bedoeld in artikel 1481 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

2° de afwijkingen bedoeld in artikel 1938 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

3° de verlengingen van termijnen bedoeld in de artikelen 1477 en 1482 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

4° de verlengingen van termijnen bedoeld in de artikelen 1932 en 1939 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

§ 2. De directeur-generaal krijgt delegatie voor de toekenning of de afkeuring van :

1° de eindrekening volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 1471 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

2° de eindrekening volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 1950 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid."

Art. 74. In Hoofdstuk IX, afdeling 2, van hetzelfde besluit wordt een artikel 105/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 105/1. De directeur-generaal krijgt delegatie voor de toekenning of de weigering van de voorlopige werkingserkenning bedoeld in artikel 683 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid."

Art. 75. In Hoofdstuk IX wordt een afdeling 3, die de artikelen 105/2 en 105/3 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 3 - Bijzondere bepalingen voor het "Fonds wallon des calamités publiques" (Waals fonds voor openbare rampen)

Art. 105/2. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om alle uitgaven betreffende de kosten voor deskundigen die toerekenbaar zijn op basisartikel 12.01, van titel VII - "Fonds wallon des calamités naturelles" - afdeling 01 - "Fonds wallon des calamités publiques" - van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest in het kader van de "Fonds des calamités publiques" vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken :

- directeur-generaal: 50.000 euro;

- inspecteur-generaal van het Departement Wetgeving Plaatselijke Besturen en Prospectief Onderzoek: 25.000 euro.

Art. 105/3. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om alle uitgaven toerekenbaar op basisallocaties 34.01 en 43.01, titel VII - "Fonds wallon des calamités naturelles" - afdeling 01 - "Fonds wallon des calamités publiques" - van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest in het kader van de activiteiten van het "Fonds wallon des calamités publiques" vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken :

- directeur-generaal: 50.000 euro;

- inspecteur-generaal van het Departement Wetgeving Plaatselijke Besturen en Prospectief Onderzoek: 25.000 euro."

Art. 76. In artikel 106 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 77. Artikel 107 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 107. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave die toerekenbaar is op basisartikel 31.01, van titel I, programma 32 en op basisartikel 01.01, van titel II van programma 34 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen :

- directeur-generaal: 250.000 euro;

- inspecteur-generaal: 25.000 euro."

Art. 78. Artikel 108 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 79. Artikel 109 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 80. In artikel 110 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° de woorden "basisallocatie 51.02" worden vervangen door de woorden "basisartikel 31.02".

Art. 81. In artikel 111 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° de woorden "basisallocatie 61.01 van titel II, programma 31" worden vervangen door de woorden "basisartikel 45.07 van titel II, programma 31 en op basisartikel 01.01 van titel II, programma 34".

Art. 82. In artikel 112 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "ordonnanceren" wordt vervangen door het woord "vereffenen";

2° het woord "basisallocaties" wordt vervangen door het woord "basisartikelen".

Art. 83. In artikel 113 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1° wordt opgeheven;

b) punt 4° wordt opgeheven;

c) punt 5° wordt opgeheven.

Art. 84. In Hoofdstuk X, afdeling 2, onderafdeling 1, van hetzelfde besluit worden de artikelen 120/1, 120/2 en 120/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 120/1. In het kader van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector krijgt de directeur-generaal of de door hem aangewezen inspecteur-generaal delegatie voor:

1° de beslissingen tot toekenning, weigering, hernieuwing of weigering van de hernieuwing van de in artikel 8 bedoelde steun voor een maximaal bedrag van 5 punten en de beslissingen tot weigering gemotiveerd door de niet-indienstneming van bijkomende werkzoekende;

2° de beslissingen die geen enkele bijkomende begrotingsimpact hebben en die de inhoud van het ontwerp niet wijzigen;

3° de in artikel 12 bedoelde wijzigingsbeslissingen;

4° de beslissingen tot onderlinge overdracht en ontvangst door de gemeenten en OCMW's van objectieve criteriapunten;

5° de beslissingen over de "meervoudige geboorte" die niet het voorwerp uitmaken van een afwijking.

Art. 120/2. In het kader van het decreet van 2 mei 2013 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen krijgt de directeur-generaal of de door hem aangewezen inspecteur-generaal delegatie voor:

1° de toekenningsbeslissingen die niet het voorwerp uitmaken van een verhogingsaanvraag;

2° de beslissingen die geen enkele bijkomende begrotingsimpact hebben en die de inhoud van het ontwerp niet wijzigen.

Art. 120/3. In het kader van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming en van het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 2003 houdende uitvoering van sommige bepalingen van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming krijgt de directeur-generaal delegatie voor het lanceren van de offerteaanvraag, de keuze van de uitgever van cheques en het opmaken van een overeenkomst met laatstgenoemde."

Art. 85. In artikel 121 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "en Werkvergunningen" ingevoegd tussen de woorden "Directie Werk" en de woorden ", evenals de eerste attachés";

2° in het tweede lid worden de woorden "voor seizoenarbeiders in de landbouwsector en voor leden van het verpleegkundige personeel die houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs of een gelijkwaardig diploma of van het bekwaamheidsbewijs van gebrevetteerd verpleger(-ster)" vervangen door de woorden "voor arbeiders tewerkgesteld in het kader van functies waarvoor de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) erkend heeft dat er zich een tekort aan arbeidskrachten voordoet".

Art. 86. In Hoofdstuk X, afdeling 2, onderafdeling 2 van hetzelfde besluit wordt een artikel 121/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. In het kader van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen krijgen de inspecteur-generaal van het Departement Werk en Beroepsopleidingen, de directeur van de Directie Werk en Werkvergunningen, evenals de eerste attachés en de attachés delegatie om de aanvragen tot verkrijging, hernieuwing, verlenging of wijziging van de beroepskaart in geval van verlies ervan goed te keuren of te weigeren."

Art. 87. In Hoofdstuk X, afdeling 2, onderafdeling 2, van hetzelfde besluit worden de artikelen 122/1 en 122/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 122/1. In het kader van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming en van het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 2003 houdende uitvoering van sommige bepalingen van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming krijgt de directeur-generaal delegatie voor het lanceren van de offerteaanvraag, de keuze van de uitgever van cheques en het opmaken van een overeenkomst met laatstgenoemde.

Art. 122/2. In het kader van het Kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel, op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches en van het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 2016 houdende uitvoering van het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches krijgen de directeur-generaal, de inspecteur-generaal en de directeur van de Directie Overkoepelende Beleidsvormen Gewest-Gemeenschap delegatie voor de vereffening van de financiële incentives bedoeld in de artikelen 3, 5 en 6, eerste lid, 2°, van het decreet van 20 juli 2016."

Art. 88. In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen door wat volgt:

"Keuze van de gunningswijze, aanneming van de overheidsopdrachtdocumenten, kwalitatieve selectie en toewijzing van de opdracht. Met uitsluiting van de dienstuitgaven anders dan die betreffende de overheidsopdrachten krijgt de titularis van onderstaande ambten tot en met volgende bedragen, BTW niet meegerekend, delegatie om de gunningswijze van de overheidsopdracht te kiezen, de overheidsopdrachtdocumenten aan te nemen en de procedure in te zetten : "

Art. 89. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 april 2017.

De Minister-President,
P MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,
C. LACROIX